

*pour la Marine: Donne lecture de son rapport (A. de 1945, p. 694); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946: en qualité de Rapporteur: donne lecture de son rapport (p. 1394); FRANCE D'OUTREMER: Donne lecture de son rapport (p. 1441); — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances: Discussion générale (p. 2142); Art. 2: Son amendement (p. 2170); le retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2205).*

### LACROIX (M. Maurice), Député du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).  
= Est nommé membre: de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139).

#### Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour les chefs de famille des avantages égaux à ceux qui sont accordés aux contribuables sans enfant, n° 19. — Le 19 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Jean Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à majorer le taux des heures supplémentaires pour les cours complémentaires dans les facultés, n° 445. — Le 21 février 1946, un rapport au nom de la Commission d'enquête chargée d'examiner les opérations électorales du département d'Oran (collège des électeurs français musulmans non citoyens), n° 477. — Le 23 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs du Comité permanent du Conseil supérieur de l'Education nationale, n° 738. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'Education nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Education natio-

nale et aux Conseils d'enseignement, n° 1023.

— Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Gouvernement provisoire de la République à ratifier les amendements à la constitution de l'organisation internationale du travail adoptés par la 27<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du travail, n° 1185.

#### Interventions :

Ses rapports au nom du 6<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales: du département de l'Oise (A. de 1945, p. 27); du département d'Oran (Collège des électeurs français musulmans non citoyens (p. 81). — Prend part à la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante: *Ses observations sur l'article 21* (p. 110). — Est entendu sur la déclaration ministérielle présentée par M. le général de Gaulle (p. 124). — Intervient au cours de la discussion de son rapport sur les opérations électorales du département d'Oran (Electeurs français musulmans non citoyens) (p. 140). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au vote du projet de budget pour l'Exercice 1946: *Son amendement à l'article 2* (p. 209); *Le retire* (ibid.). — Est entendu au cours de la discussion des conclusions du rapport de M. Curabet sur les opérations électorales dans le département du Cantal [Invalidation de M. Camille Laurens]: *Motion de M. Parent tendant à interdire la qualité de parlementaire aux porteurs de francisque* (p. 265). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils): EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale: Réforme de l'enseignement supérieur* (p. 570); — du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'Exercice 1946: *Son amendement à l'article unique* (A. de 1946, p. 219); *Ses explications de vote* (p. 221). — Est entendu, eu qualité de *Rapporteur*, lors de la discussion de ses conclusions sur les opérations électorales du département d'Oran (Collège des électeurs français musulmans non citoyens) (p. 465). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie: *Discussion générale* (p. 504); des propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits: Art. 14: *Amendement de*

*M. Schumann; Ses explications de vote* (p. 827); Art. 22 : *Amendement de M. Delom-Sorbé* (p. 870); Art. 23 : *Amendement de Mme Peyroles* (p. 877); Art. 24 : *Amendement de M. Delom-Sorbé* (p. 878); du Président de la République : Art. 102 : *Ses observations* (p. 1875); Articles réservés : Art. 90 : *Son amendement* (p. 1964). — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Discussion générale* (p. 1335); Art. 4 : *Amendement de M. Poimboeuf* (p. 1456); Art. 14 : *Ses observations* (p. 1499); Art. 16 : *Son amendement* (p. 1500); Art. 34 bis nouveau : *Ses observations* (p. 1533). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1928). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Lamine-Guèye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 22 : *Son amendement* (p. 2264).

#### **LAHOUSSE (M. Charles), Député du département de la Gironde.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).  
= Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

#### **Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES** : *Amendement de Mme Braun à l'article 43* (A de 1945, p. 322).

#### **LAÏHDARI (M. Smaïl), Député du département de Constantine et territoire de Tougourt (Collège des électeurs français musulmans non citoyens).**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).  
= Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138); de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1946, p. 556).

#### **Interventions :**

Intervient au cours de la discussion sur la confirmation des pouvoirs au général de Gaulle : *Motion de M. Baumel tendant à la constitution d'un Gouvernement tripartite* (A. de 1945, p. 78). — Prend part à la discussion : des conclusions de M. Lacroix sur les opérations électorales du département d'Oran (A. de 1946, p. 468); — du projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie : Art. 2 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 537); Art. 3 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 539); Art. 3 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 540); Art. 5 : *Amendement de M. Bendjelloul* (p. 541); — d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 729); = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 233).

#### **LAMARQUE-CANDO (M. Pierre-Charles), Député du département des Landes.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).  
= Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

#### **Dépôts :**

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi portant statut du métayage, n° 131. — Le 5 février 1946 une proposition de loi tendant à l'institution d'Offices agricoles départementaux, n° 350. — Le 14 février 1946, une proposition de loi tendant à revenir à la structure donnée par la loi du 15 août 1936 à l'Office national interprofessionnel des céréales, n° 416. — Le 22 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. Le projet de loi portant modification de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Félix Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à aménager la législation relative à la transformation du métayage en fermage ; 2° de M. Marcel Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et conversion du métayage en fermage ; 3° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à compléter, dans l'intérêt des paysans, les dispositions de l'ordonnance n° 45-2380 du 17 octobre 1945, relative au statut juri-